

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3242 - JEUDI 14 JUIN 2018

COOPÉRATION

La Chine promet d'aider le Congo
à surmonter la crise économique

Au cours de son séjour de travail à Brazzaville, du 11 au 13 juin, le président du Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, Wang Yang a assuré les autorités congolaises de la disponibilité de son pays à aider le Congo à surmonter la crise économique qu'il traverse actuellement.

Pendant cette tournée, l'homme d'Etat chinois a échangé avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso; le Premier ministre, Clément Mouamba; le président du Sénat, Pierre Ngolo et le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba. Il a également visité les infrastructures, fruits de la coopération sino-congolaise, entre autres, les mille logements de Kintélé, le complexe scolaire Révolution-Gampo-Olilou.

Page 3



Le président Denis Sassou N'Guesso et le président du Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, Wang Yang

COUPE DU MONDE
RUSSIE 2018

Le pays hôte face à l'Arabie-saoudite en match d'ouverture ce jeudi

La Russie, pays hôte de la 21^e édition de la Coupe du monde, donnera le top de cette prestigieuse compétition du football qui opposera, un mois durant, trente-deux « meilleures sélections » de la planète réparties dans huit poules de quatre pays chacun.

L'Afrique, avec cinq représentants à cette grand-messe du football mondial, entre en compétition demain avec les affiches Maroc-Iran et Egypte-Uruguay, peu avant les duels Nigeria-Croatie et Tunisie-Angleterre, respectivement les 16 et 18 juin.

Page 16

FIBRE OPTIQUE

Vers une interconnexion
avec le Cameroun
et la RCA

Le gouvernement congolais, par l'entremise du ministère des Postes et télécommunications, a lancé, hier à Brazzaville, le processus de construction des interconnexions en fibre optique entre le Congo et ses voisins, notamment le Cameroun et la Centrafrique.

Cette interconnexion, dont des appels d'offres internationaux ont été rendus publics, devrait se faire par voie fluviale à partir de la Likouala, pour la Centrafrique, et par voie terrestre via le département de la Sangha, pour ce qui concerne le Cameroun.

Page 5

POLITIQUE NATIONALE

L'opposition congolaise
annonce sa sortie officielle
pour le 23 juin

Le chef de l'opposition congolaise, Pascal Tsaty Mabiala, a donné cette information, hier à Brazzaville, au cours de la réunion avec les présidents des partis politiques. Les participants ont mis à profit cette rencontre pour examiner et adopter les documents fonde-

mentaux de leur groupement, à savoir le règlement intérieur, la feuille de route et le mémorandum qui sera signé par tous les partis de cette obédience le 23 juin. Pascal Tsaty Mabiala a annoncé que son groupement entend mettre en place des mécanismes pour inci-



Les présidents des partis de l'Opposition électorale, ainsi que le retour de la paix dans le Pool.

Page 4

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

L'Afrique de l'ouest et du centre renforcent leur coopération

Les chefs de police et les responsables des services en charge de l'application de la loi de dix-neuf pays des deux sous-régions se réunissent, du 13 au 14 juin à Brazzaville, en vue de renforcer la coopération policière en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière. Face aux graves menaces à la paix, à la sécurité, à la stabilité et au développement socio-économique



La photo de famille

que représentent les malfaiteurs de tout genre, le représentant du président en exercice du Comité des chefs de police de l'Afrique centrale, Simandi Ongtoin, a plaidé pour la mise en place d'une stratégie commune efficace afin de lutter contre ces fléaux par l'élaboration d'un cadre juridique capable d'encadrer les actions dans les deux sous-régions.

Page 6

ÉDITORIAL

Et le Pool ?

Page 2

EDITORIAL

Et le Pool ?

Disons-le clairement, il ne suffit pas de procéder au lavement symbolique des mains et de multiplier les propos fraternels en cette occasion pour redonner vie à la partie du département du Pool que les milices nsiloulous du Pasteur Ntouni ont plongé dans le chaos. Il faut aussi que la communauté nationale dans son ensemble se mobilise afin de permettre aux citoyens victimes de ces violences de reprendre une vie normale. Et ce n'est pas encore le cas même si de grands progrès ont été accomplis ces derniers mois sur cette voie grâce à l'implication des plus hautes autorités de la République.

Rien n'interdit de penser aujourd'hui que si, très rapidement, les trains du CFCO peuvent à nouveau circuler entre Brazzaville et Dolisie tandis que les voies routières sont totalement sécurisées un rebond économique aussi puissant que productif se réalisera qui rendra aux villes et aux villages du Pool leur prospérité passée. Car cette vaste région peut devenir, ou redevenir très vite l'une des plus prospères du Congo étant donné la qualité de la nature qui l'entoure.

Si, comme tout permet de le penser aujourd'hui, notre pays sort à bref délai de l'ornière dans laquelle il a été plongé par l'effondrement des cours du pétrole sur les marchés mondiaux nous aurons tous les moyens nécessaires pour financer sur le terrain les avancées techniques qui, elles-mêmes, permettront le rebond attendu à juste titre par les populations de cette vaste zone. De l'électrification à l'irrigation en passant par la mise en place des connexions électroniques sans lesquels aucun progrès social n'est aujourd'hui possible la liste est longue des investissements qui pourraient faire à bref délai de cette région une sorte de modèle de sortie de crise.

Ceci est d'autant plus vrai que la seule façon d'empêcher la réédition des dérives qui ont plongé dans le chaos, pendant de longs mois, cette partie de notre pays est de procurer du travail à la jeunesse désœuvrée que le recours à la violence fascinait, de garantir aux agriculteurs l'acheminement de leurs produits vers les grandes cités du nord et du sud, d'aménager les villages de telle façon que chacun puisse y vivre confortablement, bref d'élever suffisamment le niveau de vie pour que la vie reprenne là où elle était menacée par la misère. Il revient à chacun de nous et pas seulement à l'Etat de le comprendre.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

La Chine entend renforcer son soutien dans le domaine éducatif au Congo



Wang Yang et sa suite lors des échanges entre les deux parties (Adiac)

Le président du comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, Wang Yang, a exprimé l'ambition de son pays, le 12 juin à Brazzaville, à l'occasion de la visite qu'il a effectuée au complexe scolaire Gampo-Olilou.

L'homme d'Etat chinois était accompagné, pendant sa visite, par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso. A cette occasion, il s'est entretenu avec les représentants des enseignants et élèves sur le développement futur de la coopération éducative entre la Chine et le Congo. A ce propos, Wang Yang a déclaré : « Nous allons mener des études sérieuses là-dessus pour renforcer le soutien dans le domaine éducatif au Congo afin d'obtenir davantage des résultats dans le futur. Quand la jeunesse prospère, la nation tout entière prospère aussi. Quand la jeunesse congolaise se renforce, c'est toute la nation qui se renforce ». Pour cet homme d'Etat chinois, l'éducation doit constituer l'un des volets les

plus importants dans la coopération entre les deux pays. Le président du comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois a,

« Nous voulons renforcer davantage cette coopération et les échanges dans ce sens »

en outre, rappelé que près de deux mille étudiants congolais sont présentement dans son pays, dont huit cents bénéficient des bourses du gouvernement chinois. « Nous voulons renforcer davantage cette coopération et les échanges dans ce sens », a-t-il renchéri, tout en souhaitant pleins succès aux

élèves et étudiants congolais. Auparavant, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a traduit toute sa reconnaissance à l'endroit de la Chine pour avoir construit le complexe scolaire Gampo-Olilou, fruit de la coopération entre les deux pays. Ce qui traduit, a-t-il signifié, la place de choix que l'environnement éducatif occupe dans les relations sino-congolaises. Anatole Collinet Makosso a rappelé à la délégation chinoise que cette grande œuvre ainsi que bien d'autres, réalisées dans le domaine éducatif au Congo, font penser à deux grands hommes dont le président chinois, Xi Jinping, avec sa grande vision de la communauté de destin qui vise la construction d'un monde plus ouvert, inclusif, construit et beau afin de favoriser une paix durable et une sécurité universelle, et le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso.

Jean-Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula,
Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CRISE ÉCONOMIQUE

Beijing s'engage à soutenir Brazzaville

Le président du comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, Wang Yang, a assuré que son pays était disposé à aider le Congo dans ce moment de crise financière.

À la tête d'une forte délégation de parlementaires chinois, Wang Yang, qui a séjourné au Congo du 11 au 13 juin, entend apporter du sang frais aux « consensus importants » qu'ont réussi à établir les présidents congolais, Denis Sassou N'Guesso, et chinois, Xi Jinping. « L'objectif de ma mission est d'approfondir les relations bilatérales et l'amitié entre les deux peuples, et de promouvoir la mise en œuvre des projets de coopération », a déclaré, le 12 juin, Wang Yang.

La Chine, en effet, est le pre-



Wang Yang et Pierre Ngolo

mier partenaire économique du Congo, dont le volume d'échanges a atteint plus de 1,953 milliard de dollars américains en 2015. Grâce à ce partenariat de coopération

stratégique globale, d'importantes infrastructures ont pu être construites par des sociétés chinoises au nombre

d'une réunion de travail ayant réuni les parlementaires chinois et ceux du Congo conduits par le président du

de développement socio-économique et infrastructurel considérable ces dix dernières années, a-t-il ajouté, après la visite de quelques infrastructures à Brazzaville et ses banlieues, construites dans le cadre de la coopération sino-congolaise.

Outre les aspects économiques, le président du comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois est venu lancer le cadre de coopération avec le Sénat congolais, et échanger avec la partie congolaise sur le prochain Sommet de Beijing sur la coopération sino-africaine. « La séance de travail nous a permis de faire le point et les projections quant au renforcement de la coopération entre nos deux parlements », a déclaré Pierre Ngolo, citant en perspective la lutte contre les antivaleurs, la promotion de la bonne gouvernance...

Fiacre Kombo

« Le Congo traverse des difficultés économiques, mais tous les pays en développement rencontrent ce genre d'obstacles. Sous la conduite du président Denis Sassou N'Guesso, grâce aux efforts du peuple congolais uni et l'assistance de la Chine, le pays pourra certainement surmonter ces difficultés »

desquelles le complexe sportif de Kintélé, la Banque sino-congolaise pour l'Afrique et le viaduc de Brazzaville nord.

Mais, en raison de la crise économique et financière provoquée par la baisse du prix du baril de pétrole, le Trésor congolais ne parvient plus à financer les travaux de construction. Le partenaire chinois s'est montré néanmoins rassurant, à l'issue

Sénat, Pierre Ngolo.

« Le Congo traverse des difficultés économiques, mais tous les pays en développement rencontrent ce genre d'obstacles. Sous la conduite du président Denis Sassou N'Guesso, grâce aux efforts du peuple congolais uni et l'assistance de la Chine, le pays pourra certainement surmonter ces difficultés », a estimé Wang Yang.

Le Congo a connu un niveau

STRUCTURATION DU SECTEUR INFORMEL

Le Congo veut s'inspirer du modèle sénégalais

L'ambition du pays dans le domaine a été exprimée par la ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany, le 11 juin à Brazzaville, lors de la restitution du voyage qu'elle a effectué récemment à Dakar.



Yvonne Adélaïde Mougany

Yvonne Adélaïde Mougany était à Dakar pour s'enquérir de l'expérience sénégalaise dans le domaine des PME. A cet effet, elle a eu des séances de travail avec le ministre sénégalais de la Formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat, Mamadou Tall, et avec Alioune Sarr, ministre du Commerce et du secteur informel, puis avec les entrepreneurs congolais vivant au Sénégal.

Après avoir cartographié le secteur informel courant le deuxième trimestre de l'année en cours, le ministère congolais en charge des PME a décidé d'aller voir comment

ce secteur fonctionne au Sénégal. « De ces entretiens, on peut dire que nous avons une bonne approche pour développer notre secteur informel. Le secteur informel est très important, son impact sur le produit intérieur brut sénégalais est très palpable », a indiqué Yvonne Adélaïde Mougany.

Ce pays a mis en place plusieurs structures d'appui des PME, c'est le cas de la bourse de sous-traitance et du partenariat d'entreprises qui fonctionne très bien. Une structure que le Congo voudrait également mettre en place pour contribuer au développement de son économie, avec une maîtrise parfaite des entreprises exerçant dans le pays, a ajouté la ministre. Pour un bon fonctionnement de cette bourse, il sera créé un bureau de mise à niveau des entreprises. Notons que cette coopération artisanale prendra complètement forme lors du prochain sommet mixte entre le Congo et le Sénégal qui aura lieu du 3 au 5 septembre.

Rude Ngoma (Stagiaire)

FINANCES

La BSCA bank, un support essentiel pour le développement national

La déclaration est du ministre des Finances, Calixte Nganongo, lors de la visite de l'institution bancaire par le président du comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, Wang Yang, le 13 juin à Brazzaville.

Le ministre des Finances a indiqué que la Banque sino-congolaise (BSCA bank) est un canal important pour la mise en œuvre des projets de développement du Congo, inscrits dans la stratégie de partenariat global avec la Chine. « Ce qu'on peut retenir de cette visite, c'est l'intérêt que la Chine porte à la coopération entre nos deux pays. Dans la dénomination de la Banque, le mot Afrique ressort. Il s'agit pour la Chine de conquérir l'Afrique et cette conquête va partir du Congo, nous en sommes sûrs », a dit Calixte Nganongo.

Bâtie en plein cœur de la capitale politique congolaise, la BSCA a été mise en service au mois d'avril dernier. Elle a lancé ses activités en 2015 et ouvert, une année avant, un siège à Pointe-Noire et un autre à Brazzaville. La banque construit des agences à Baongo et Poto-Poto, deuxième et troisième arrondissements de la ville.



La délégation chinoise visitant la BSCA (Adiac)

Trente distributeurs et guichets automatiques de billets ont été installés l'année dernière alors que l'année en cours, cinquante distributeurs supplémentaires sont prévus. La BSCA compte quatre-vingt-dix agents dont 75% sont des Congolais. En ce qui concerne les rendements, les dépôts de la banque sur l'exercice comptable clos au 31 décembre 2017 sont de 1,7 milliard FCFA, après une perte de 452 millions FCFA en 2016.

Née de l'initiative des présidents Denis Sassou N'Guesso du Congo et Xi Jinping de Chine, la BSCA bank est le onzième établissement bancaire installé au Congo. Elle est détenue à 50% par la Banque agricole de Chine qui occupe le sixième rang mondial. Les actionnaires de la BSCA envisagent d'augmenter son capital de cinquante-trois milliards FCFA à soixante-treize milliards FCFA à la fin 2018.

Lopelle Mboussa Gassia

OPPOSITION

La signature d'un mémorandum annoncée pour le 23 juin

L'information a été donnée par le chef du regroupement politique, Pascal Tsaty Mabiala, au cours d'une réunion avec les présidents des partis politiques de cette obédience, le 13 juin à Brazzaville.

La sortie officielle de l'opposition politique congolaise est prévue pour le 23 juin, a indiqué Pascal Tsaty Mabiala. A cette occasion, a-t-il ajouté, les participants examineront et adopteront le mémorandum de cette famille politique. L'examen et l'adoption de ce mémorandum, du règlement intérieur et la feuille de route ont constitué, en effet, le menu de la réunion tenue hier.

Pascal Tsaty Mabiala a signifié que dans la feuille de route de l'opposition, il y est inscrit des sujets sur la gouvernance économique et électorale. En ce qui concerne les questions économiques, l'opposition entend inciter le gouvernement à prendre des mesures susceptibles de réduire la montée fulgurante de la corruption, des détournements des deniers publics



et des autres antivaleurs. Abordant le point sur les élections, le chef de l'opposition congolaise a précisé qu'il est désormais temps de commencer à préparer le scrutin présidentiel qui se tiendra dans deux ans et demi, notamment, a-t-il insisté, par le toilettage du fichier électoral, l'introduction de la biométrie ainsi

que d'autres ingrédients qui concourent à la bonne gouvernance électorale. En outre, les participants ont abordé des questions liées aux négociations du Congo avec le Fonds monétaire international, la crise du Pool ainsi que d'autres sujets d'actualité nationale. En ce qui concerne le département du Pool, l'opposition

a émis le souhait de se voir associer dans la recherche des solutions inhérentes au retour de la paix dans cette partie du pays. Interrogé par un journaliste sur sa contestation en tant que chef de l'opposition congolaise par certains partis politiques, Pascal Tsaty Mabiala a répondu, sans ambages : « Les contestataires

La délégation chinoise visitant la BSCA (Adiac) sont-ils contre la Constitution qui prévoit ce poste, la loi portant création et attributions du chef de l'opposition ou contre ce que nous faisons ? L'adhésion dans un groupement politique est libre. C'est cela aussi la liberté et la démocratie. Nous n'allons pas embrigader les partis politiques ». **Roger Ngombé**

AGRICULTURE URBAINE

Les maraîchers mécontents de leurs conditions de travail

Les exploitants agricoles des différentes ceintures maraîchères de Brazzaville ont exprimé leurs doléances, le 13 juin, à l'occasion de la foire organisée dans le cadre du forum des maires francophones.

La foire au cours de laquelle il a été exposé plus d'une trentaine de variétés de produits maraîchers a attiré l'af-

flux de nombreux curieux. Elle a permis de découvrir le dynamisme des maraîchers ainsi que leurs difficultés.

Avec les outils rudimentaires et sur un terrain étriqué, Eliane Babienga, exploitante à la ceinture maraîchère de Kombé, se réjouit de son travail tout en soulignant les difficultés rencontrées.

« Nous produisons parfois trente-cinq tonnes de légumes l'année. Un sillon de légumes coûte 15 000 F CFA. Les bonnes ventes sont variables au rythme des saisons. Malheureusement le système d'arrosage et l'obtention des graines retardent parfois notre processus de travail », a-t-elle indiqué.

Mais le travail manuel, à l'instar du maraîchage, est parfois dépendant de la force physique. Selon une pratiquante de l'agriculture urbaine, une femme a la capacité de faire un sillon de légumes le mois. Par contre un homme en fera sept ou plus.

« Nous sommes un groupement agricole d'environ quatre cent-cinquante personnes, nous travaillons sans soutien. Si l'Etat peut disposer de moyens financiers pour nous accompagner, avec ce nombre, nous pouvons produire

en grande quantité des légumes dans les marchés de Brazzaville », a confié Sylvain Danguï, président du groupement agricole de la ceinture maraîchère de Talangaï.

Les maraîchers de Brazzaville sont très engagés dans la lutte contre l'insuffisance alimentaire. Par contre, les espaces à exploiter sont trop rétrécis. « Nous travaillons avec des outils purement traditionnels. Pour que nous produisions une grande quantité de nos cultures, nous procédons à certains moments à la location des appareils comme les motopompes, pour les arrosages. C'est même ce que nous avons fait pour les produits que nous avons exposés ce matin », a déclaré Andréa Ntsalamba, membre de la collectivité du secteur agricole de Mfilou.

Fortuné Ibara et Yannick Mamboundou-Likibi (stagiaire)



Le maire de Brazzaville et ses hôtes visitant les stands (Adiac)

TRIBUNE LIBRE

Le pari du financement de la dette de l'État par les obligations assimilables du Trésor

Les États endettés placent souvent leur dette auprès du public en utilisant plusieurs outils, afin de couvrir leur déficit. Les titres obligataires qu'émet le Trésor public permettent à leurs acheteurs de devenir le créancier de l'État. Ce dernier leur rembourse, à une échéance déterminée, le montant du capital emprunté et leur verse régulièrement des intérêts avant cette échéance. Le succès dépend du degré de solvabilité de l'émetteur, de la technique de couverture de la dette utilisée compte tenu des normes éthiques en vigueur.

En effet, en octobre 2017, la dette du Congo fut estimée à plus de 4 273 milliards de dollars par le Fonds monétaire international (FMI), soit 127% du produit intérieur brut (PIB), largement au-dessus des 70% autorisés par la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac). Son déficit budgétaire qui doit être nul ou positif, passa de -5,2% du PIB à -16 % en 2016 et à -25% en 2017. Son insolvabilité a conduit les agences de notation à dégrader la note du Congo de six points entre 2013 et 2018, renchérissant le coût de ses emprunts sur les marchés financiers internationaux. Ses négociations avec le FMI traînent depuis 2017, le privant d'une part substantielle des 8,4 milliards de dollars de Facilité élargie de crédit sur trois ans, accordés aux pays de la Cémac pour relancer leur économie dans une plate-forme commune.

Le Congo recourt au marché obligataire régional, option recommandée par le FMI aux pays endettés de la Cémac par deux techniques. D'une part, la syndication, engagement précis entre les banques souscriptrices de ses titres, réunies dans un syndicat bancaire et l'État, par lequel, ces établissements acquièrent ces instruments à un prix défini avec l'émetteur. Le Congo a utilisé cette technique pour son emprunt obligataire par appel à l'épargne publique d'un montant de 150 milliards de F CFA pour un taux d'intérêt fixe de 6,5%, émis le 15 décembre 2016, au prix d'émission de 10 000 F CFA pour trente obligations sur cinq ans, souscrites du 15 au 23 décembre 2016, afin de financer le déficit budgétaire de l'État. Plus de 193 milliards F CFA, soit 129% du montant initial furent souscrits par les banques, et 146 milliards F CFA, soit 74,49% ont déjà été récoltés.

Ce pari n'est pas toujours gagnant comme le montre l'échec de l'emprunt obligataire du Congo de 60 milliards FCFA, émis par appel à l'épargne publique en avril 2016, au taux fixe de 6% à maturité 2016-2021, pour couvrir le déficit d'exploitation de la compagnie nationale d'aviation Ecair SA. La Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale, lors de sa session du 17 juillet 2017, décida d'annuler cet emprunt, au motif que la société boursière chargée de l'opération n'avait récolté que 16% des fonds nécessaires.

La société Ecair SA, dont les pertes d'exploitation sont passées de 3,833 milliards FCFA en 2011 à 48,167 milliards FCFA en 2016, fut contrainte de rembourser les 10 milliards FCFA déjà encaissés à toutes les personnes physiques ou morales ayant souscrit à cet emprunt. Toutes les entreprises congolaises furent frappées de l'interdiction de recourir à tout accord d'endettement par l'épargne publique sur le marché de la Cémac, quel qu'en soit le montant. Ecair SA cessa ses vols, le 21 octobre 2016, par décision de l'Asecna pour insolvabilité, avant d'être déclarée en faillite par le Tribunal de commerce de Bobigny (France), le 18 avril 2018.

D'autre part, l'adjudication « à prix demandé » ou enchère de titres, consistant à servir d'abord les acheteurs au prix de soumission ou les plus offrants, et ensuite les acheteurs les moins offrants au prix marginal souhaité par le Trésor. Cette technique a été utilisée, le 6 juin 2018 par le Trésorier général du Congo qui a émis 4 000 milliards FCFA d'obligations assimilables du Trésor, à échéance le 7 décembre 2018 sous forme de titres dématérialisés d'un million FCFA par coupon, avec les intérêts précomptés sur la valeur nominale, auprès de quinze établissements bancaires de la Cémac agréés en valeur du Trésor, pour couvrir le déficit de trésorerie de l'État.

Si en période de « rupture », l'insolvabilité de l'émetteur limite l'efficacité de la syndication, l'adjudication profite aux participants nantis, capables d'enchérir le montant supérieur à celui d'émission du coupon pour gagner une plus-value conséquente. Le contrôle de la traçabilité des fonds et de la qualité des participants par l'autorité de régulation, prévu par le règlement n°01/03 Cémac-Umac du 28 mars 2003, portant prévention et répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme en Afrique centrale, limite le pari. D'où, la nécessité de respecter les normes pour diversifier les sources de financement et réduire les risques.

Emmanuel Okamba,
maître de conférences HDR
en sciences de gestion

FIBRE OPTIQUE

Le Congo bientôt connecté au Cameroun et à la RCA

Le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo, a lancé, hier à Brazzaville, le processus de construction des interconnexions en fibre optique entre le Congo et le Cameroun d'une part, et le Congo et la République centrafricaine (RCA) d'autre part.

« Nous rendons publics deux appels d'offres internationaux relatifs à la construction de ces deux réseaux », a déclaré Léon Juste Ibombo, lors d'un point de presse destiné à présenter les plans inscrits dans la deuxième phase du projet Central african backbone (Cab).

L'interconnexion entre le Congo et la RCA se fera par voie fluviale, au nord du pays, notamment dans le département de la Likouala, et celle du Congo et le Cameroun sera construite par voie terrestre via le département de la Sangha.

En trois étapes distinctes, l'édification des deux réseaux concerne les travaux de génie civil, de construction d'un réseau sous-fluvial en fibre optique, à partir de la Sangha, entre le Congo et la RCA, couplés avec la fourniture et la pose sous-fluviale de la fibre et des constructions des sites techniques sur l'axe Pokola-Ouessou-Kabo-Bomassa-Bayanga-Salo en RCA. Pour l'interconnexion avec le Cameroun, il s'agit des mêmes travaux y compris ceux de la fourniture et de la pose terrestre de la fibre optique,

construction des sites techniques sur l'axe Ouesso-Sembe, Souanké et Ntam à la frontière du Cameroun. Les dates limites des soumissions, selon le ministre Léon Juste Ibombo, ont été fixées aux 6 et 10 août 2018. Les travaux sont d'une durée de huit mois pour l'interconnexion avec le Cameroun et sept mois pour le cordon avec la RCA. Financé par la Banque africaine de développement (BAD), le projet est estimé à 43 658 000 000 millions FCFA sol-dés à 78,2% par la BAD et 21,8% par le Congo.

Le but de ces interconnexions, au-delà du fait qu'elles fourniront une sortie internationale supplémentaire en plus de celle du câble Wacs, est d'être un véritable outil d'intégration sous-régionale, a rappelé Yvon Didier Michakanda, coordinateur du projet Cab Congo.

Au nombre des avantages, la transmission de données d'un pays de la sous-région à un autre sans transiter par les câbles sous-marins internationaux ; l'augmentation du taux de pénétration de l'internet à haut débit et la dissémination de la connectivité internationale sur

l'ensemble du territoire des Etats concernés.

Ce deuxième projet vient après la première phase financée par la Banque mondiale pour l'interconnexion du Congo avec le Gabon. D'un coût de 15 milliards F CFA, la dorsale a été inaugurée le 6 avril dernier, à Bakoumba, au Gabon, par les ministres de tutelle des deux pays.

Le projet Cab est né de la volonté exprimée par les chefs d'Etat et de gouvernement de la Cémac, lors du sommet tenu à N'Djamena, au Tchad, en 2007. Ils avaient décidé de réduire la facture numérique dans la sous-région, en la dotant d'un réseau de télécommunications faible à haut débit. Ce réseau devrait relier tous les pays de la communauté à travers une connexion terrestre ou sous-marine à fibre optique.

L'objectif du projet est de contribuer à la diversification de l'économie congolaise grâce à l'augmentation sensible des recettes fiscales et la réduction considérable du coût de transactions économiques et sociales, le désenclavement numérique des zones rurales couplé avec l'intégration régionale par l'entremise d'une infrastructure à fibre optique, l'accès aux pays limitrophes et la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes en particulier.

Quentin Loubou

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO

ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Les chefs de police d'Afrique centrale et de l'Ouest renforcent leur coopération

La réunion de haut niveau sur le renforcement de la coopération policière en matière de lutte contre le crime transnational organisé, qui se tient les 13 et 14 juin à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, a pour but de doter les deux sous-régions d'un cadre juridique commun.

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a lancé les travaux de la rencontre qui regroupe les chefs de police et les responsables des services chargés de l'application de la loi de dix-neuf pays dont douze de l'Afrique de l'ouest et sept de l'Afrique centrale. Au programme des discussions, l'état de la criminalité transfrontière en Afrique centrale et occidentale : typologie, acteurs et tendances ; la radicalisation, le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique centrale et occidentale : cas du Bassin du lac Tchad ; la cybercriminalité et la criminalité économique et financière ; le rôle des données biométriques dans la lutte contre le terrorisme. En effet, les experts examinent le contenu d'un accord commun entre les deux sous-régions.

Une fois signé, cet accord simplifié de remise de police à police permettra aux policiers de terrain de rechercher les fugitifs, les interpellés et les remettre à l'Etat requérant, pour éviter, disent-ils, des longues procédures d'extradition. Les responsables des comités de chefs de police de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique centrale ont, quant à eux, loué cette initiative. Représentant le président en exercice du Comité des chefs de police de l'Afrique centrale, le directeur général adjoint de la police nationale tchadienne, Simandi Ongtoin, a rappelé qu'actuellement, des malfaiteurs de tout genre y compris les groupes terroristes, extrémistes violents, circulaient librement et profitaient des frontières

poreuses ainsi que des espaces non gouvernés des deux sous-régions pour perpétrer les actes. Ils établissaient également, selon lui, des refuges, des camps d'entraînement, des centres de recrutement et des bases logistiques afin de mobiliser les fonds et d'autres sources dans le seul but de déstabiliser les Etats.



Le maire de Brazzaville et ses hôtes visitant les stands (Adiac)

Il s'agit, a-t-il dit, des menaces graves à la paix, à la sécurité, à la stabilité, au développement économique et social, constituant des infractions pénales prioritaires dans les deux sous-régions. « En tant que responsables de la sécurité de nos concitoyens, nous sommes tenus de mettre en place une stratégie efficace pour lutter contre ces fléaux et élaborer un cadre juridique qui pourra encadrer nos actions. Je suis fermement convaincu que la solution réside dans un cadre de coopération multilatérale des

deux sous-régions. Agissons de concert à tous les niveaux pour prévenir, localiser, interpellés, enquêter systématiquement, poursuivre et punir les malfaiteurs », a conclu Simandi Ongtoin.

Un levier indispensable à la consolidation la paix et de la sécurité

S'exprimant à cette occasion, la cheffe de la délégation de l'Union européenne (UE) au Congo, Saskia de Lang, dont l'institution finance un programme panafricain de lutte contre la criminalité, a rappelé que

pour combler ce vide juridique et institutionnel. D'après lui, la rencontre du Congo a pour but de doter les deux sous-régions d'un levier indispensable à la consolidation et à l'intensification de leur implication dans une lutte désormais mondiale contre la criminalité transfrontalière.

« Localiser les malfaiteurs, les interpellés et les mettre à la disposition du pays où l'infraction a été commise requiert une coopération étroite entre les pays de nos deux sous-régions. La procédure judiciaire qui formalise

le crime organisé en Afrique affectait directement l'Europe ainsi que les itinéraires de trafic de drogue. « Ces crimes soulignent l'importance pour nos deux continents de faire plus pour coordonner les efforts. Nous sommes donc ensemble dans cette entreprise et l'UE continuera à soutenir et investir dans les efforts visant à sécuriser l'Afrique », a-t-elle rassuré.

Lançant les travaux, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a indiqué que le moment était venu

cette démarche est l'extradition mais, cette procédure complexe est lente et longue. En signant l'accord qui sera soumis à votre appréciation, l'on substituera à la longue procédure d'extradition, la très simplifiée procédure de remise de police à police des malfaiteurs et des biens saisis », a indiqué le ministre congolais, espérant que cette réunion va définitivement doter les polices des deux sous-régions d'un instrument juridique de coopération interrégionale à l'efficacité remarquable.

Parfait Wilfried Douniama

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Les candidats entament l'examen dans le respect des consignes

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a lancé, le 13 juin à Brazzaville, les épreuves de la session de juin 2018, dans la salle des candidats libres, au centre du collège Nganga-Edouard.

Au total, 79 504 candidats, répartis dans 183 centres passent l'examen sur l'ensemble du territoire national. Brazzaville seule compte 40 097 candidats répartis dans quatre-vingt-cinq centres.

L'examen se déroulera pendant cinq jours. La première journée, consacrée aux épreuves de mathématiques pour toutes les séries confondues, s'est déroulée dans le respect des consignes du ministère.

Les candidats ont été testés à l'aide d'un détecteur qui permet de déceler tous les éléments de fraude au niveau des candidats en cette période d'examen.

L'objectif a été de s'assurer des

conditions de travail des candidats et du bon déroulement de l'examen.

Le ministre a rappelé aux candidats libres du centre de Nganga-Edouard que plusieurs cas irréguliers ont été décelés à leur niveau, lors du contrôle avant l'examen. Il a ajouté que leurs copies seront corrigées autrement, parce que parmi eux, certains ont été identifiés dans le document du ministère.

A son passage dans chaque salle d'examen, Anatole Collinet Makosso a testé les enseignants et les candidats à l'aide du détecteur.

Au terme de sa visite, le ministre a indiqué que la particularité de

cet examen était celle de la lutte contre la fraude en milieu scolaire, afin de crédibiliser le parcours scolaire et les diplômes. « Il est vrai que les enfants travaillent dans les conditions difficiles, l'Etat n'a pas encore réussi à réunir toutes les conditions optimales d'une vraie préparation de nos enfants mais nous devons leur donner de vrais diplômes », a-t-il déclaré.

La session marquée par la présence massive des services de sécurité

D'après le ministre, la présence des services de sécurité était un autre élément de lutte contre la fraude en matière d'examen sur l'ensemble du territoire national. Selon lui, tous ces paramètres de sécurité ont été pris en compte pour prévenir aussi les cas qui pourront arriver. Cette présence des services

de sécurité permet également d'apporter les premiers soins et secours en cas de problème de santé dans un centre avant de conduire le candidat malade à l'hôpital, a signifié le ministre.

Notons que les candidats des séries littéraires plancheront aujourd'hui sur les épreuves de français et d'anglais, tandis que ceux des séries scientifiques vont composer sur les sciences physiques et l'anglais.

La journée de demain aura pour matières : l'histoire, la géographie et la deuxième langue latine pour les littéraires ; les sciences de la vie et de la terre et la géographie pour les scientifiques.

Le samedi sera consacré aux épreuves de philosophie et de l'éducation physique et sportive pour les inaptes à tous les niveaux.

Lydie Gisèle Oko

Paris accueille un sommet dédié à la lutte contre le terrorisme

Réunis dans la capitale française, le 12 juin, les représentants de Toronto, Stockholm, Bruxelles, Sydney, New York, Londres et Milan ont partagé leurs expériences avec le préfet de Paris, dans le but de mieux contrer le phénomène dans chacune de leurs villes.

« La menace est mondiale et le terrorisme ne connaît pas de frontière (...). Nous sommes confrontés aux mêmes problématiques et l'intelligence collective est toujours un pari fructueux », a déclaré le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, à l'issue de la réunion à huis clos.

De son côté, Cressida Dick, de Londres, a évoqué l'importance d'une rencontre des autorités policières sur l'antiterrorisme. « C'est très utile de rencontrer des responsables d'autres villes. Nous faisons tous face à des menaces similaires, nous y apportons les mêmes réponses mais nous pouvons toujours nous enrichir les uns les autres », a-t-elle expliqué à la presse. « Parfois la culture ou la réponse légale est différente mais nous avons beaucoup plus de choses en commun que de différences (...). Nos équipes échangent mais il est également important que les responsables échangent », a ajouté Cressida Dick.

Le chef de la police de New York, James O'Neill, a indiqué que les représentants policiers de différentes métropoles du monde peuvent apprendre sur leurs « réactions », « échanges », « stratégies » et « tactiques ». « On peut mettre un nom sur un visage, on peut parler de personne à personne, on crée une relation car c'est de cela dont il est question, créer une relation et partager des informations », a-t-il poursuivi.

La plupart des métropoles du monde sont « impactées par le terrorisme », ont reconnu les chefs des polices. En France, par exemple, Paris et d'autres villes vivent sous une constante menace depuis le début d'une vague d'attentats djihadistes en 2015. Et pas plus longtemps que le mois dernier, un Français de 20 ans, né en Tchétchénie, avait attaqué au couteau des passants dans le quartier de l'opéra. Cette attaque ayant occasionné la mort d'un homme avait été revendiquée par le groupe Etat islamique.

À l'issue de leur réunion de deux heures avec le préfet de police de Paris et ses équipes, les chefs des polices du monde ont visité la salle de commandement de la direction de l'ordre public et de la circulation.

Nestor N'Gampoula

BRÈVES

SOMALIE

Après une attaque contre une base de l'armée somalienne à Siinka Dheer, la Mission de l'Union africaine (UA) en Somalie intensifie les opérations sécuritaires à Mogadiscio et ses environs pour chasser les militants shebab alors que le mois du ramadan s'achève en fin de semaine. La mission de l'UA a fait savoir que les opérations de sécurité sont menées à Hawahabid, Lafoole, Afgoye, Albao et Lantabur, dans le sud de Mogadiscio, contre les militants qui attaquent quasi-quotidiennement les forces somaliennes et alliées. La police n'a pas confirmé le nombre de victimes des deux côtés mais des sources indépendantes ont révélé qu'au moins deux soldats ont été tués et d'autres blessés dans les combats. Ni l'armée somalienne ni les shebab n'ont commenté cette dernière attaque qui visait la base militaire de l'armée somalienne.

BÉNIN

Le parlement béninois a adopté, le 11 juin à l'unanimité, une loi sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Cette loi a pour objet de prévenir et de réprimer le blanchiment de capitaux ainsi que le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Elle détermine les mesures visant à les détecter et à les décourager ainsi qu'à faciliter les enquêtes et les poursuites y relatives. L'arsenal juridique dont dispose le Bénin en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme présente plusieurs faiblesses, qui semblent accélérer le développement des réseaux mafieux et terroristes.

BURKINA FASO

Le gouvernement du Burkina Faso organise, du 12 au 14 juin, une conférence des forces vives de la nation sur la rationalisation du système de rémunération des agents publics de l'Etat, estimés à plus de cent soixante-dix mille personnes, pour apaiser le mécontentement social qui touche, depuis 2016, la quasi-totalité des secteurs de ce pays d'Afrique de l'ouest. Le gouvernement a exprimé son espoir de « parvenir à un mécanisme garantissant une gestion équitable et soutenable des rémunérations des agents publics de l'Etat et permettant la recherche de l'apaisement social et l'accroissement de la productivité publique ». Le Premier ministre burkinabé, Paul Kaba Thiéba, a fait savoir que la masse salariale avoisinait sept cent vingt milliards de FCFA en 2018 et atteindrait mille milliards en 2020, avant de se demander si la richesse nationale pourrait la supporter.

AFRIQUE DE L'EST

Les Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'est ont décidé de finaliser la coordination transfrontalière en matière de fréquences mobiles d'ici à la fin de cette année. Les habitants des zones frontalières des pays de la région subissent, depuis longtemps, une itinérance forcée à cause des interférences des réseaux mobiles transfrontaliers. Ils finissent par payer des coûts élevés d'itinérance pour accéder aux services de télécommunications mobiles. La coordination transfrontalière en matière de fréquences des services mobiles s'est faite dans 90% des frontières et les régulateurs vérifient actuellement l'exercice. Le but de cet exercice de coordination est de réduire l'itinérance forcée afin que les usagers puissent se connecter à leurs réseaux sans interférence des réseaux du pays voisin.

UÉMOA

La croissance économique s'affermi à 6,5% dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa). L'activité économique est demeurée vigoureuse au premier trimestre 2018, tirée par la demande intérieure, et ce, malgré un contraste dicté par le redressement des cours du pétrole, de la noix de cajou, du coton, du cacao et de l'or, et le repli des prix de l'huile de palme, du café et du caoutchouc. Dans cet élan, le Produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé de 6,5% en glissement contre 6,4% au trimestre précédent. Par ailleurs, le taux d'inflation moyen en glissement annuel est ressorti à 0,9% au premier trimestre, stable par rapport au trimestre précédent. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation en glissement est projeté à 1,5%, ce qui reste bien en phase avec les objectifs de la zone en matière de stabilité des prix. S'agissant du déficit budgétaire, base engagements et dons compris, le gap prévu par les Etats pour 2018 est attendu à 3,8% du PIB contre 4,2% en 2017.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

DOMMAGES ÉCOLOGIQUES

Les impacts évalués à 18% du PIB mondial d'ici à 2050

Les dégâts environnementaux pourraient coûter 18% de la production économique mondiale, a indiqué Allianz Global Corporate & Specialty (AGCS), dans un rapport sur les risques liés au capital naturel.

Le document indique que le chiffre représenterait un total de 28,6 milliards de dollars. Selon l'AGCS, cet impact économique des dommages écologiques pourrait être dû à une hausse continue de l'exposition de plusieurs secteurs d'activités clés de l'économie mondiale aux risques liés au capital naturel (c'est-à-dire l'ensemble des ressources naturelles permettant la production de biens et rendant des services écologiques).

Une mauvaise gestion des ressources naturelles accroît les risques d'interruption d'activité et de responsabilité civile des entreprises. Ces dernières font face à un nombre croissant de nouvelles menaces liées à l'épuisement du « capital naturel », telles que la hausse des coûts due à la pénurie de ressources, le renforcement de la réglementation ainsi que la pression des collectivités et de la société qui ne cessent de s'accroître, souligne AGCS.

Les ressources naturelles, comme l'air pur et l'eau douce, sont essentielles pour les entreprises mais sont gravement menacées dans de nombreux secteurs d'activité. Leur mauvaise gestion n'a pas seulement des effets directs sur l'environnement. Elle peut aussi interrompre l'activité des entreprises et mettre en cause leur responsabilité

civile. De telles situations sont susceptibles de réduire à néant leurs bénéfices et de compromettre leurs modèles économiques, indique l'assureur.

« Dans le monde entier, les entreprises sont de plus en plus confrontées aux conséquences négatives de l'épuisement du capital naturel », explique Chris Bonnet, responsable des services aux entreprises en matière envi-

preinte sur le capital naturel, nombre d'entreprises doivent mieux comprendre les menaces spécifiques qui peuvent toucher leur secteur ou les viser en particulier, et mieux connaître les solutions d'atténuation disponibles. »

L'analyse sectorielle de l'assureur auprès de deux mille cinq cents entreprises montre que le pétrole et le gaz, l'exploitation minière, l'alimentation et les boissons ainsi que les transports sont les secteurs plus exposés aux risques liés au capital naturel. Face à la pression croissante de leurs publics en faveur du développement durable, les entreprises doivent impérativement évaluer et gérer leur impact sur le capital naturel et leur dépendance à cet égard, note l'organisation.

Notons que selon les prévisions, les pertes annuelles liées au changement climatique pourraient atteindre 1% du produit intérieur brut (PIB) mondial si les mesures adéquates sont prises pour les réduire. Cependant, le rapport indique qu'ils pourraient atteindre les 5%, si les économies de la planète tardent à répondre à ce phénomène dont les implications de tout ordre (économiques, sociales et environnementales) ne cessent de croître.

J.M.L.

« Dans le monde entier, les entreprises sont de plus en plus confrontées aux conséquences négatives de l'épuisement du capital naturel »,

ronnementale, sociale et de gouvernance chez AGCS, avant de poursuivre : « L'utilisation durable des ressources naturelles est essentielle pour la réussite future de la plupart des entreprises. Or, si elles sont de plus en plus conscientes de leur em-

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à rabat

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

ARRÊT SUR IMAGE

Musée galerie du Bassin du Congo

L'experte américaine chargée des questions du genre, le Dr Avis Jones Deeweever (écrivaine-présentatrice), accompagnée de Christian Garnier, directeur commercial des éditions Nouveaux Horizons Africa Regional Services, a visité hier le musée galerie du Bassin du Congo.

Impressionnée par la beauté et la diversité culturelle de ce site, le Dr Avis Jones a écrit en anglais dans le livre d'or : «Absolutely beautiful ! thanks you for showing your culture with the world ! »



" Enfin au CONGO ! "

Condor

Prenez votre envol !

" SOYEZ
LES
BIENVENUS ! "



- Qualité, Prix, Service après vente assuré

Camp Clairon, Brazzaville, Congo
en face de la station Puma

05 035 06 06

www.condor.dz

FOIRE NATIONALE CULTURO-ARTISANALE

Démarrage de la première édition

L'ouverture officielle de l'événement s'est déroulée, le 11 juin au Cercle culturel Sony-Labou-Tan'Si de Brazzaville, en présence des ministres de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, et des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Adélaïde Mougany.

La Foire nationale culturo-artisanale, organisée par l'association Battle afro et le cabinet Leader services, a pour but de mettre en valeur l'art culturel africain. Jusqu'au 21 juillet, le programme prévoit des compétitions en danse, expositions des œuvres d'art, formation des jeunes en pâtisserie, en coiffure et dans l'art culinaire. Dans son discours, le représentant de l'association Battle afro zone Afrique et coordonnateur de cette foire, Le Duck Belmous Bina Ngolo, a indiqué que cette initiative vise à promouvoir l'artisanat et la danse africaine. « Nous avions pensé unir dans la danse et la musique la promotion des œuvres d'art. Par des compétitions de danse, nous profitons, par ce canal, faire des expositions et l'art culinaire. Cette initiative est partie depuis le Bénin et se poursuivra en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, dès qu'on aura fini cette édition », a-t-il fait savoir. Par ailleurs, il s'est indigné du comportement des Congolais qui ne valorisent pas les mets du terroir. « Nous ne savons pas donner la valeur à nos mets.

Par exemple, un plat congolais (le koko) vendu à Château rouge, en France, vous pouvez l'acheter à 2500 FCFA au prix du Congo Brazzaville. Si vous n'aviez pas vingt dollars, vous ne pouvez pas le consommer aux Etats-Unis », a-t-il indiqué. Il a poursuivi que les meilleures œuvres d'art et tableaux qui seront sélectionnés à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Oyo seront vendus aux enchères au dîner de gala honorifique, à Olympic palace, après la finale nationale de Battle afro. La meilleure cuisinière ou le meilleur cuisinier aura un prix et bénéficiera d'un voyage au Burkina Faso pour représenter le Congo au Salon international de l'artisanat. Pour la compétition internationale qui regroupera plusieurs pays participants, prévue au Bénin en décembre, elle concernera la meilleure danseuse, le meilleur danseur, le meilleur groupe de danse. L'association Battle afro procède à une présélection nationale jumelée à la foire culturo artisanale. La finale nationale aura lieu en juillet.

Le ministre de la Culture et des



Les ministres Yvonne Adélaïde Mougany, Dieudonné Moyongo et les membres de l'association (Adiac)

arts, Dieudonné Moyongo, a procédé au lancement du Battle, premier bloc danse suivi par la coupure du ruban symbolisant l'ouverture officielle de la foire faite par la ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany, et la visite guidée des stands.

Elle s'est dit satisfaite tout en appréciant ce mariage entre la culture et l'artisanat. « En réalité, l'artisanat tire sa subsistance de

la culture, quand vous regardez les œuvres qui sont là, vous percevez que la culture a marqué de tout son poids de différentes productions artisanales. C'est l'artisanat d'art qui est le point de rencontre de la culture et de l'artisanat. Je crois que le mariage a été bien conçu et j'ai vu l'expression artistique corporelle, j'ai bien apprécié parce qu'en fait, le corps s'exprime au fond du tam-tam et démontre la magie du son qui sort du tam-

tam en tant que tel. C'est une très bonne idée », a-t-elle laissé entendre.

Signalons que l'association Battle afro a été créée en 2008 pour promouvoir la danse africaine dans le monde entier. Elle organise tour à tour de différentes activités dans dix-sept pays membres. Cette foire sera aussi organisée à Pointe-Noire, Dolisie et à Oyo. Elle posera ensuite ses valises à Kinshasa avant que le Bénin l'organise.

Rosalie Bindika

DÉFILÉ CARNAVAL DES PETITS ÉCOLOS

De centaines d'élèves sensibilisés à l'environnement

La clôture de la première édition de l'activité organisée par l'agence B2B Congo, filiale de B2B Gabon dirigée par Elisabeth Ogoula Bellerose, et la Fondation Avsi, représentée au Congo par Caterina Cipriani, a eu lieu, le 9 juin, à Pointe-Noire.

Organisée sur le thème « La planète que nous voulons », la première édition, inscrite dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement, a permis aux élèves de participer pendant plus de deux semaines aux actions d'éducation environnementale, à travers, notamment, un quizz sur l'environnement et des sketches.

« L'objectif de ce défilé carnaval des petits écolos dans les écoles

de Pointe-Noire était de sensibiliser les familles, par le biais des enfants, à l'importance de préserver l'environnement », a indiqué Elisabeth Ogoula Bellerose. Après Pointe-Noire, les organisateurs visent d'autres villes d'Afrique centrale mais aussi d'Afrique de l'ouest.

Au terme de sa dernière étape marquée par le défilé costumé dans les rues de Pointe-Noire, le 9 juin, les

meilleures écoles ont été récompensées, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée dans les jardins de la résidence du consul général de France. L'École Saint-Jean-Bosco a remporté le quizz, devant celle de Pambou-Benjamin B. Alors que dans la catégorie sketches, le jury présidé par Sylvie Magounvou Bayonne, directrice de Matombi production et du festival Soul Power de Pointe-Noire, a attribué un premier prix ex-aequo à l'école Pambou-Benjamin B et l'école Marien-Ngouabi B.

Cette initiative est soutenue par la municipalité de Pointe-Noire, représentée par Philippe Mboumba,

conseiller socio-culturel du maire de la ville, Jean François Kando, le député Alexis Ndinga et Jean-Luc Delvert, le consul général de France.

Pour les responsables de l'agence B2B Congo et la Fondation Avsi Congo, l'objectif premier de la sensibilisation a été atteint. « Nous encourageons les enseignants à continuer ce travail avec les enfants afin qu'ils deviennent de véritables ambassadeurs de la protection de la nature », ont-ils dit. Le prochain rendez-vous pour cette activité que les organisateurs souhaitent pérenniser aura lieu l'an prochain.

Notons que la République du Congo, sensible aux problématiques environnementales, a célébré elle aussi la Journée mondiale de l'environnement qui a porté cette année sur la pollution au plastique. En Afrique, 4,4 millions de tonnes de plastique se retrouvent dans les mers et océans chaque année, selon les chiffres de l'Organisation des Nations unies.

A propos de la Fondation Avsi et de l'agence B2B Congo

La Fondation Avsi est une ONG internationale italienne présente dans trente pays, dont le Congo, depuis 2011. Elle mène des projets de coopération au développement durable dans le secteur de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'agriculture et de

la santé. Au Congo, la Fondation Avsi travaille en faveur des enfants, adolescents et femmes infectés par le VIH. En ce qui concerne l'éducation, elle organise des ateliers de sensibilisation pour les enfants à l'hygiène et à l'assainissement dans les zones rurales, dans le département du Kouilou. Elle accompagne également la société civile pour permettre aux associations locales d'apprendre une méthodologie de travail caractérisée par la bonne gestion et la transparence.

Quant à l'agence B2B Congo, elle est la filiale de l'agence B2B Gabon, une société spécialisée dans l'événementiel et créée en 2005. En quelques mois, l'agence s'est imposée sur le sol gabonais. Son défi est de créer des événements multiculturels uniques. Un défi relevé avec brio et qui donne lieu à la création d'une filiale au Congo : B2B Congo. L'agence B2B Gabon organise, depuis 2010, le défilé parade des petits écolos. Sa filiale au Congo a mis en place, cette année, la première édition de cette manifestation et propose régulièrement des spectacles comme la commémoration des dix ans du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, le spectacle « Imagine » ou encore « Alchimie totale », ainsi que diverses soirées à thème avec des shows mêlant mode, chanson, théâtre, peinture et danse.

Bruno Okokana



Les élèves défilant le 9 juin dans les rues de Pointe-Noire (Adiac)

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un Auditeur interne.

PROFIL RECHERCHE :

- Avoir un Bac +4 / 5 en Audit ou contrôle de gestion ;
- Avoir tout au moins trois (3) ans d'expérience dans le métier d'auditeur ou au sein d'un cabinet de grande renommée serait souhaitable.
- Avoir une maîtrise parfaite des normes d'audit interne ainsi que sur la réglementation en vigueur ;
- Avoir une parfaite connaissance des règlements COBAC ;
- Savoir mener une mission avec les commissaires aux comptes sur la revue limitée, le pré-closing et la clôture des comptes ;
- Savoir élaborer le plan d'audit et sa mise en œuvre ;
- Savoir réaliser des missions d'audit ;
- Savoir promouvoir et participer au processus de management des risques ;
- Savoir entretenir les relations avec les contrôleurs externes ;
- Savoir effectuer le suivi des recommandations des audits internes et externes ;
- Savoir conduire à la demande des missions de conseil auprès des directions ;
- Savoir effectuer un reporting de son activité ;
- Avoir une capacité de synthèse ;
- Avoir un esprit ouvert ;
- Etre disponible
- Etre bilingue (anglais), une autre langue serait un atout non négligeable ;

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante au plus tard le 13 Juin 2018 :

Recrutement.talent@yahoo.com

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

COMMUNIQUÉ



Le ministre des Sports et de l'éducation physique, Hugues Nguoulondélé, porte à la connaissance du secrétaire général du Parti congolais du travail et vénérable président du Sénat, de l'honorable président de l'Assemblée nationale, des parlementaires, des parents, amis et connaissances, qu'une messe en suffrage pour le repos de l'âme du vénérable André Obami Itou, ancien président du Sénat, sera dite le dimanche 17 juin 2018 à 10 h précises, en l'église catholique Saint-Pie X de Gamboma.

NÉCROLOGIE

Les familles Oba-Odou-Edoungatso-Ndongo ont la profonde douleur d'informer les villages Bombokouta-Illanga-Itomba-Abo, du décès de la veuve Embounou née Oba Monique, survenu le samedi 9 juin 2018 à Colombes, en France. La veillée se tient à son domicile sis au 38 rue des Martyrs, à Mougali-Brazzaville. Les dates de l'arrivée du corps et des obsèques vous seront communiquées ultérieurement.



IN MEMORIAM

Véronique Onguili

15 juin 2016 - 15 juin 2018, voici deux ans, jour pour jour, que le Seigneur a rappelé à lui notre très chère grand-mère, mère, grande sœur, la nommée Véronique Onguili. La marche irréversible du temps ne pouvant effacer le souvenir et la douleur de la disparition prématurée d'un être cher. En cette date de triste anniversaire, les enfants Bombo et famille prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Une messe d'action de grâce sera dite en l'église Saint-Esprit de Mougali, ce vendredi 15 juin 2018, à 6 h du matin. Maman Véronique, tes conseils, ta générosité, ton humilité et ton amour pour ton prochain resteront toujours en nous comme références. Que ton âme repose en paix.



AVIS DE RECHERCHE

La famille Bouesse et Mme Bigny recherchent leur frère et fils nommé Djo, âgé d'une trentaine d'années. Une récompense de 100000 FCfa sera accordée à la personne qui le retrouvera. Appelez au :
Tel : 06 8849351 /
06 6687801/
06 6228951.



CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Mouetoua Françoise Bettina. Je désire désormais être appelé : Okombi Mouetoua Françoise. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois, merci.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces, Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi : 9h - 19h
Samedi : 9h - 18h

EQUIPEZ-VOUS POUR LA FÊTE DU FOOT



**EN CE MOMENT
LE DECODEUR A
5 000 FCFA***
AU LIEU DE ~~10 000 FCFA~~

Offre réservée aux abonnés CANAL+ FOOTBALL



LES BOUQUETS
CANAL+

FESTIVAL RUMBA PARADE

Le CD de la quatrième édition déjà disponible

Le lot des deux mille exemplaires de l'album qui n'est pas à vendre, réalisé par le studio Sabab sous la houlette du pôle Eunic-RDC, comprend huit titres enregistrés en live lors des concerts livrés du 14 au 16 décembre 2017.

La production d'un CD de la quatrième édition du Festival Rumba parade, aux dires du directeur artistique Brain Tshibanda, a été faite avec le concours des groupes participants. Tenus de proposer chacun un morceau de leur choix pour en constituer le répertoire, ils ont accepté la proposition de l'organisation qui, à son tour, a tenu parole. Le CD produit est en distribution depuis quelques jours et comporte huit morceaux des groupes prestataires. Les deux invités étrangers, à savoir Zao du Congo-Brazzaville et MM Yetu d'Angola, sont en tête de liste dans «Adam & Eve» et «Tabalissimo».

Pour le compte de Kinshasa, il y a Petit Wendo, Lipopo Music, Ferre Gola, Jean Goubald et Bakolo Music international. Invité à l'événement depuis Lubumbashi, le groupe Francesco et Manus y a placé «Bayeke», tube de feu Jean Bosco Mwenda. Ainsi donc, les compositions personnelles de certains se mêlent à des interprétations ou adaptations jouées sur le podium en décembre. « Le CD est une version live du Festival Rumba parade car des captations ont été faites lors des concerts par un partenaire, en l'occurrence Zola Tempo. Il a capturé tous les morceaux choisis et réalisé ensuite un nettoyage dans son studio. Le travail définitif a été fait en France », a dit Brain Tshibanda au «Courrier de Kinshasa».

L'album estampillé Festival Rumba parade 4e édition n'est pas à vendre, il est distribué gratui-

tement, a averti le directeur artistique. Financés par la délégation de l'Union européenne, les deux mille exemplaires produits ont pour premiers destinataires les musiciens des différents groupes précités, les membres du pôle Eunic, co-organisateurs du festival et la population, notamment les officiels congolais, les diplomates, les artistes et les journalistes.

Pour la cinquième édition, des innovations sont envisagées. Il s'agit précisément du déroulement de l'événement qui se passera désormais en deux temps. « Les dates sont déjà connues, d'abord à Kinshasa, du 13 au 15 septembre, puis à Lubumbashi, du 5 au 7 octobre », a signalé Brain Tshibanda. « En 2019, ce sera pareil sauf que nous passerons du Haut-Katanga à une autre province du pays. Il y aura également production de CD. Par ailleurs, tous les textes des travaux scientifiques seront repris dans un ouvrage », a-t-il ajouté. Si la quatrième édition Rumba parade a ouvert ses portes au Congo-Brazzaville et à l'Angola, cette année, le festival va élargir son horizon avec un clin d'œil à Cuba. « Probablement, si les moyens le permettent, nous ferons venir un artiste d'Allemagne, un Congolais qui a immigré depuis quelques années et va revenir au pays avec une autre approche de la rumba », a renchéri le directeur technique du Festival Rumba parade.

Pérenniser la rumba

Pour Brain Tshibanda, le bilan du festival est assez positif. « Dès l'entame de ce festival, l'idée était de mettre en valeur les anciens. Nous pensions évidemment à Jeannot Bombenga,



Un extrait de la prestation de Ferre Gola à Rumba parade

Lutumba, Guvano, ces vieux artistes qui se maintiennent encore sur scène », a-t-il indiqué. Il s'est réjoui, d'ailleurs, d'avoir réussi ce pari car aujourd'hui, cinq ans plus tard, Lutumba n'est plus actif. « Heureusement que nous l'avions eu à ce moment-là pour prester. Jeannot Bombenga et Guvano, qui est encore assez jeune comparé à ses deux aînés, n'ont pas encore quitté le devant de la scène », a-t-il dit, très ravi.

Pour Rumba parade, il s'agit là de la première catégorie des acteurs vivants de la rumba congolaise. Brain Tshibanda a renchéri à ce propos : « Dans la deuxième, nous mettons notamment JB Mpiana, Werrason, Koffi Olomide, Karma-pa et Wazekwa. Et, il y a une troisième où se retrouvent les plus jeunes qui sont une sorte de tremplin. Ce sont eux la relève qui va assurer la pérennité

de la rumba. Nous avons pris comme groupes pilotes Petit Wendo et Pamoja. Ils récupèrent les morceaux des années 1940 à 1960, les travaillent et les interprètent. Vu qu'ils ne sont pas encore en mesure de faire des compositions personnelles, ils s'arrêtent aux interprétations et adaptations. Du reste, nous avons à l'idée de faire en sorte qu'ils commencent d'abord par s'imprégner de la rumba, comprendre ce que c'est, ses origines, ses bases et fondements. Ce qui pourra les outiller pour qu'ils cheminent à leur tour dans cette voie ».

Telle est la stratégie mise en place par les organisateurs du festival pour pérenniser la rumba. Par ailleurs, ils ne cachent pas leur satisfaction d'avoir sorti en sus un opus au bout de quatre éditions.

Néanmoins, le festival a souvent été critiqué pour avoir établi ses

quartiers à la Gombe. À ce sujet, Brain Tshibanda explique qu'au départ, la priorité était d'asseoir l'événement avant de sortir du cadre habituel. « Nous pensions déjà, depuis la troisième édition, qu'il devienne vraiment populaire en sortant de la commune de la Gombe. Nous avions prévu une soirée à Limete, qui est déjà proche de la grande cité, pour la quatrième édition, mais nous n'avons pas pu la réaliser pour des raisons sécuritaires. C'est, d'ailleurs, à la dernière minute que nous l'avions ramenée à la Gombe », s'est-il justifié.

C'est donc promis, la cinquième édition va sortir de la Gombe. Pour Lubumbashi, aucun problème ne se pose. « Ce sera dans un cadre populaire et en plein air », a assuré Brain Tshibanda.

Nioni Masela

RESTRUCTURATION DE LA JUSTICE

De nouveaux animateurs des institutions judiciaires

Les nouvelles nominations sont intervenues quelques semaines après la désignation des neuf juges à la Cour constitutionnelle et à quelques jours du dépôt des candidatures à la députation provinciale.

Le processus de la réforme de la justice se poursuit. L'éclatement de la Cour suprême de justice en trois juridictions distinctes, conformément à la restructuration du secteur telle qu'envi-

sagée est aujourd'hui effective. La nomination, le 11 juin, par le président de la République, Joseph Kabila, de nouveaux animateurs des institutions judiciaires du pays dont la Cour

constitutionnelle répond justement à ce besoin d'accompagner la réforme de la justice en assurant l'effectivité des nouvelles juridictions. Ainsi donc, quelques semaines après la désignation des neuf juges à la Cour constitutionnelle et à quelques jours du dépôt des candidatures à la députation provinciale, le chef de l'État vient de nommer des magistrats au parquet général près la Cour constitutionnelle, au Conseil d'État, à la Cour de cassation ainsi qu'au niveau des parquets généraux de ces deux dernières hautes juridictions. Au terme de ces ordonnances, Emmanuel Minga Nyamakweyi a été promu procureur général près la Cour constitution-

nelle. Mokola Mpiku et Sulu Fumwashi ont, quant à eux, été nommés premiers avocats généraux près la Cour constitutionnelle.

Toujours dans cette série d'ordonnances, Jeanne Comana Mubele, Kalambayi Tshikuku Mukishi et Delphine Lenge Senga Banza ont été nommés avocats généraux près la Cour constitutionnelle. Jérôme Kimpele Kitoko, Flory Numbi Kabange et Félix Vundwawe Te Pemako sont nommés respectivement premier président de la Cour de cassation, procureur général près la Cour de cassation et premier président du Conseil d'État.

Alain Diasso



Les membres de la Cour constitutionnelle lors d'une audience publique

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La RDC, le Mozambique et la Tanzanie veulent unir leurs efforts

Les trois pays ont envisagé, lors d'une réunion des commandants de police de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc) tenue récemment à Luanda, en Angola, de s'aligner sur une même position pour combattre le phénomène qui n'épargne aucun d'eux.

Les forces de sécurité de la République démocratique du Congo (RDC) seraient déjà dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, pour soutenir les soldats locaux dans leur lutte contre les terroristes, indique l'Agence de presse africaine (APA). Pour sa part, citant le quotidien mozambicain «Noticias», le site southerntimesafrica.com rapporte également que les autorités de la RDC ont proposé d'aider les forces de défense et de sécurité mozambicaines dans la lutte contre l'intégrisme islamique dans cette province de Cabo Delgado.

Selon ce média, le commandant général de la police congolaise, Dieudonné Amuli, a exprimé cet intérêt à son homologue mozambicain, Bernadino Rafael, pendant que les deux hommes assistaient à une réunion des commandants de police de la Sadc à Luanda. Le commandant général de la police tanzanienne, Simon Nyankoro Siro, assistait également à cette réunion. Le Mozambique a déjà conclu un accord avec la Tanzanie pour lutter contre l'extrémisme islamique à Cabo Delgado. «Le Mozambique a eu ce problème pendant huit mois. La RDC l'a eu pendant deux ans, et la Tanzanie pendant environ un an et demi. Nous avons eu une première réunion à Luanda, où chacun des États a mieux compris ce qui se passe avec ce phénomène. Une deuxième réunion aura lieu prochainement, afin que nous puissions aligner notre position pour mieux lutter contre ces criminels », a déclaré Bernadino Rafael.

Des djihadistes mozambicains en RDC

À en croire southerntimesafrica, des Mozambicains ont été recrutés pour faire du «djihad» en RDC, car trois d'entre eux ont été capturés par l'armée congolaise et rapatriés au Mozambique en mars. Les trois hommes venaient tous de Cabo Delgado et ont dit avoir été recrutés par des gens qu'ils ont décrits comme des «cheikhs tanzaniens et burundais» qui leur ont promis des bourses pour étudier dans une madra-



Photo Adrien Barbier/AFP

sa (école coranique) en Tanzanie. Mais ils se sont retrouvés dans une base militaire au Congo, se battant contre les autorités congolaises.

En outre, poursuit le média, ils ont dit avoir quitté le Mozambique en août 2017, deux mois avant que le soulèvement islamiste à Cabo Delgado ne commence par des attaques contre des installations policières dans le district de Mocimboa da Praia. L'un de ces rapatriés, Abduremane Ali, 34 ans, était pêcheur dans le district de Cabo Delgado, à Macomia. Il a déclaré aux journalistes qu'un cheikh tanzanien lui avait promis un salaire mensuel de trente mille meticaïs (environ quatre cent quatre-vingt-cinq dollars) pour étudier le Coran et suivre un entraînement militaire. « Ils m'ont simplement dit que c'était de faire le djihad, c'est-à-dire de se battre contre le gouvernement. Ils m'ont donné un passeport et je suis allé en voiture en Tanzanie, puis dans un camp d'entraînement au Congo. Quand j'ai atteint la base, ils ont pris le passeport, mon téléphone portable et l'argent que j'avais dans ma poche. J'ai été capturé le jour où les forces armées congolaises ont attaqué notre base, et certains Mozambicains qui avaient été recrutés plus tôt ont perdu la vie dans cette action », aurait-il déclaré.

Trente-deux Tanzaniens arrêtés au Mozambique

La nature transfrontalière de ce terrorisme islamique ressort également du fait

que trente-deux Tanzaniens sont parmi ceux qui ont été arrêtés à Cabo Delgado et attendent maintenant leur procès. Pour Bernadino Rafael, cité par southerntimesafrica.com, les Mozambicains qui se sont retrouvés en RDC ont été attirés par des promesses d'éducation coranique ou d'autres incitations religieuses. D'autres sont allés en Tanzanie après qu'on leur a promis des emplois et une vie meilleure. Il a rappelé un cas où des habitants du district côtier de Memba, dans la province de Nampula, ont été recrutés pour travailler dans la pêche, mais avaient été envoyés pour rejoindre les rangs des djihadistes. Le numéro un de la police mozambicaine a exhorté les familles mozambicaines à faire prendre conscience à leurs fils qu'ils ne devraient pas accepter ce genre de recrutement et ne devraient pas croire aux promesses d'emplois, ou qu'ils deviendraient des chefs religieux.

Des attaques répétées dans le Nord

Depuis octobre dernier, la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, a été secouée par une série d'incidents attribués à un groupe de jihadistes connu sous le nom d'al-Shabab, les « jeunes » en langue arabe. Ce groupe, selon la police, est responsable d'au moins trois attaques meurtrières ces deux dernières semaines qui auraient causé la mort d'au moins trente-sept personnes, selon Amnesty International. La dernière attaque, indique l'ONG internationale, s'est déroulée le 6 juin, dans le village de Namaculo, dans le

district de Quissanga (près de la frontière avec la Tanzanie) où des assaillants ont attaqué à l'aube, massacrant une dizaine de personnes à coup de machettes et incendiant des habitations, laissant entendre des témoins. Un autre village, attaqué le 5 juin, est celui de Naunde, dans le sud du district de Macomia, qui serait également vidé de sa population. Au moins dix personnes ont été massacrées aussi à coup de machettes dans la dernière attaque à Cabo Delgado. La semaine dernière, les forces armées du Mozambique ont tué neuf membres présumés d'Al Shabab, dans le cadre d'une contre-offensive dans le district de Palma, où le groupe avait peu avant décapité dix personnes, dont deux enfants. Amnesty international demande que les responsables présumés de ces actes soient déférés devant la justice, dans le cadre de procès équitables.

Secte islamiste

Le groupe Ahlu Sunnah Wa-Jamma (« les gens de la sunna » en arabe) est une secte islamiste principalement basée à Mocimboa da Praia, une ville du nord-est du Mozambique, dans la province de Cabo Delgado. Formée en 2014, cette organisation prône un islam radical et est issue d'une dissidence de la principale organisation islamique du pays. Cette secte s'est d'abord militarisée et s'est tristement fait connaître le soir du 5 octobre 2017, lorsqu'une trentaine d'hommes armés a lancé une attaque contre un commissariat de police et une caserne de l'armée, semant la confusion pendant deux jours dans la ville de Mocimboa da Praia. Depuis le début de l'année, ce groupe a commis vingt attaques. Les autorités soutiennent qu'il n'y a aucun lien entre ce groupe et les shebabs de Somalie. Près de quatre cent soixante-dix membres de cette secte ont été arrêtés par la police, depuis octobre, pour usage d'armes interdites, homicide ou encore mercenariat. Selon Fernando Lima, rédacteur en chef du quotidien mozambicain «Savana», cité par «Radio France internationale», le groupe compte plusieurs centaines de personnes, majoritairement des Mozambicains, mais également des Tanzaniens.

Patrick Ndungidi



TTN
34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

FRET AÉRIEN & MARITIME
ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE

FRANCE / EUROPE
AFRIQUE / ASIE
MOYEN-ORIENT



Avec ou sans dédouanement

BRAZZAVILLE
POINTE-NOIRE
KINSHASA
MATADI, BOMA

Contact Paris : DJAMEL

+ 331 44 92 90 90 + 336 65 47 06 06

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

✉ ttnplus wanadoo.fr

Contact Brazzaville : Lydie

+242 06 605 91 69 +242 05 522 49 99



Souscrivez au Plan Epargne Logement

Un taux de rémunération exceptionnel adapté à vos besoins

Un vrai partenaire

Tableau récapitulatif

Régime catégorie	Régime 4 ans		Régime 5 ans		Régime 6 ans	
	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit
A	50.000	5.271.000	40.000	6.754.000	33.000	8.221.000
B	60.000	6.330.000	48.000	8.105.000	40.000	9.965.000
C	80.000	8.441.000	64.000	10.807.000	54.000	13.452.000
D	100.000	10.551.000	80.000	13.509.000	67.000	16.691.000
E	120.000	12.661.000	96.000	16.211.000	80.000	19.929.000
F	140.000	14.771.000	112.000	18.912.000	94.000	23.417.000
G	160.000	16.881.000	128.000	21.614.000	107.000	26.665.000
H	180.000	18.991.000	144.000	24.316.000	120.000	29.894.000

Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville BP 987, République du Congo



BCH



BCH



+242 22 281 25 88



bch@bch.cg

RENCONTRE CITOYENNE

Isidore Lenga demande à ses mandants de célébrer la Coupe du monde dans le fair-play

Le député de la cinquième circonscription électorale de Talangaï, à Brazzaville, a sollicité le civisme de ses électeurs, le 12 juin, lors d'une descente effectuée au quartier "Maman Mboulé".

La descente à la base du suppléant de la députée Claudia Ikia Sassou N'Gnesso a été faite en prévision des débordements éventuels de la part des supporters inciviques, se référant à ce que Brazzaville a vécu lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations.

Aussi Isidore Lenga a-t-il tenu à prévenir ses mandants contre ce phénomène grandissant aux conséquences désastreuses. Pour ce faire, il s'est plus adressé aux jeunes amoureux du ballon rond de sa zone, esti-

mant que c'est au sein de cette couche de la population où l'on retrouve des auteurs des actes de vandalisme dans la ville. L'objectif principal de cette démarche de l'élu du peuple est de garantir la quiétude dans sa circonscription électorale, en cette période de la Coupe du monde dont le coup d'envoi sera donné aujourd'hui en Russie.

Autour de l'écran géant installé devant leur siège parlementaire, pour la circonstance, Isidore Lenga a usé d'un langage



Isidore Lenga répondant aux questions de la presse (Adiac)

pédagogique pour persuader au mieux la foule sur les conséquences qui peuvent découler d'un comportement antisportif. « *Le sport n'est pas une activité qui devrait engendrer la violence. Qui dit sport dit faire-play, car il est l'acceptation de la victoire ou de la défaite. En matière de sport, il n'y a que trois résultats : la victoire, la défaite ou le match nul. Dans la loi du sport, lorsqu'on a perdu, il faut supporter le résultat* », a-t-il martelé devant les jeunes amoureux du foot venus nom-

breux l'écouter.

Le message du député a été bien accueilli par son auditoire qui a promis de l'intérioriser afin que la paix continue de régner dans cette circonscription. Dans la foulée, Alain Francis, l'un des jeunes, a déclaré : « *Dans l'euphorie d'une victoire qui ne profite qu'aux joueurs qui sont sur le terrain, c'est aussi bête que nous nous mettions à détruire les édifices publics ou piller les biens d'autrui. Franchement c'est idiot* ».

A travers cette initiative, l'objectif fondamental est de culti-

ver l'esprit du vivre ensemble, de convivialité, de tolérance et de sportivité au sein des jeunes. « *La Coupe du monde est un grand événement planétaire qui permet à la population du monde de vivre ensemble, de créer un climat de symbiose. C'est pour cette raison que l'honorable Claudia Ikia Sassou N'Gnesso a placé cet écran géant. Elle veut permettre à la population du quartier 68 de suivre ce grand événement en famille* », a signifié Isidore Lenga.

Firmin Oyé

« Dans l'euphorie d'une victoire qui ne profite qu'aux joueurs qui sont sur le terrain, c'est aussi bête que nous nous mettions à détruire les édifices publics ou piller les biens d'autrui. Franchement c'est idiot ».

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gnesso
Brazzaville - République du Congo

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE
www.adiac-congo.com

CAM-BASKET 2018

L'Angola prend le dessus sur le Cameroun

Les militaires angolais ont signé leur deuxième victoire en autant de matchs en venant à bout des forces de défense camerounaises, 67-64, le 13 juin, au gymnase Etienne-Monga.

L'Angola a réalisé un nouveau succès lors de la deuxième journée du Championnat d'Afrique militaire de basketball (Cam-basket) qui se dispute à Brazzaville. Après leur éclatante victoire face à la Côte d'Ivoire, 99 à 53 (première journée), les militaires angolais ont réédité l'exploit devant le Cameroun, 67 à 64. « L'expérience de l'Angola a eu raison de nous. Ce n'est qu'une partie remise. La compétition n'est pas encore terminée », a déclaré l'entraîneur du Cameroun, Gilles Kouamo. La défaite face à l'Angola est la deuxième consécutive enregistrée par le Cameroun après avoir courbé l'échine face au Maroc, 50-79. Mais, le militaire ne perd pas le moral, a fait savoir l'entraîneur camerounais. « Il nous reste encore deux matchs à disputer qui peuvent nous permettre de nous qualifier au second tour de la compétition », selon Gilles Kouamo.

Pour l'entraîneur angolais, Vladimir Jeronimo, le travail est la raison de leur succès. Il a, par ailleurs, reconnu que la victoire face au Cameroun n'a pas été facile comme en témoigne le score, comparé à celui face à la Côte d'Ivoire avec vingt-neuf paniers d'écart. L'Angola, a-t-il dit, ne s'est pas engagé dans la compétition pour faire des choses à moitié. « Nous sommes venus ici pour gagner. Pour les prochains matchs, notre unique but est de gagner. Mais nous respectons tous nos adversaires », a-t-il indiqué.

Rominique Makaya



NIGER

L'Allemagne accorde un financement de 3,5 millions d'euros au génie militaire

Le financement reçu, a-t-on appris, permettra d'équiper le génie militaire d'Agadez en matériels de travaux publics. Il entre dans le cadre d'une promesse faite par la chancelière allemande, Angela Merkel, en visite dans le pays en octobre 2017. Elle avait affirmé que son pays va débloquer vingt-sept millions d'euros pour aider le Niger sur le plan militaire et contribuer au développement du nord du pays.

Le secrétaire d'État auprès du ministre allemand de la Défense, Peter Michael Tauber, a réaffirmé, lors de la signature de l'accord, la volonté de son pays à accompagner les autorités nigériennes en matière de sécurité, notamment dans le renforcement de la force conjointe du G5 Sahel. « Notre gouvernement continuera à être à vos côtés pour vous apporter l'aide nécessaire », a-t-il indiqué.

COUPE DU MONDE RUSSIE 2018

La grande fête du football démarre aujourd'hui

La confrontation Russie-Arabie saoudite de ce jeudi marquera le début de la série des soixante-quatre matches de la 21^e édition de la compétition planétaire.

Des rencontres de hautes factures opposeront, jusqu'au 15 juillet, les trente-deux meilleures sélections du monde réparties dans huit poules de quatre. Les matches se disputeront dans les douze stades retenus pour la compétition, à savoir Moscou, Saint-Petersbourg, Sochi, Kazan, Nijni, Novgorod, Ekaterinbourg, Saransk, Volgograd, Rostov-sur-le-Don et Kaliningrad. Moscou est la seule ville à accueillir les matches dans deux stades. A suivre dans ce tournoi, les oppositions Portugal-Espagne, France-Danemark, Angleterre-Belgique, Brésil-Suisse, Nigeria-Argentine, Allemagne-Suède, Pologne-Sénégal, Portugal-Maroc, Argentine-Croatie...

Les favoris

À la fin de la compétition, une seule sélection succèdera à l'Allemagne au trône. Les Allemands, vainqueurs de la dernière édition au Brésil, défendront leur titre face à d'autres concurrents de taille comme le Brésil, l'Espagne, l'Argentine. La France (qui compte aussi parmi les favoris), l'Uruguay et l'Angleterre complètent la liste des sept vainqueurs de la Coupe du monde présents à cette phase finale. L'Italie, quadruple championne du monde, est la plus grande absente. C'est la première fois que cela arrive à ce pays depuis soixante ans.

Les joueurs attendus

Le rendez-vous de Russie est aussi le combat des stars. Le Portugal, champion d'Europe, s'appuiera sur Cristiano Ronaldo pour aller plus loin dans cette compétition. L'Argentine, finaliste de la dernière édition, compte sur le talent de son meneur,



L'Allemagne remet son titre en jeu (DR)

Lionel Messi, pour soulever son troisième trophée après 1978 et 1986. Le Brésil et Neymar tenteront d'effacer l'humiliation subie à domicile, il y a quatre ans, face à l'Allemagne. Outre ces trois stars mondiales, certains fers de lance d'autres équipes comme le Français Antoine Griezmann, l'Allemand Mesut Ozil, le Colombien James Rodriguez, l'Uruguayen Luiz Suarez, le Croate Lucas Modric, le Belge Eden Hazard, le Polonais Robert Lewandowski, l'Égyptien Mohamed Salah... auront à cœur l'envie de briller pour pousser leur sélection le plus loin possible.

L'Afrique appelée à jouer gros

Le continent noir démarre sa compétition demain par la rencontre qui opposera l'Égypte à l'Uruguay, avant Maroc-Iran. Le Nigeria affrontera la Croatie, le 16 juin, la Tunisie croisera l'Angleterre, le 18 juin, et le même jour, le Sénégal sera aux prises à la Pologne. Sur les cinq représentants africains, seul le Sénégal a déjà disputé un quart de finale de la Coupe du monde. Une expérience que le Nigeria et le Maroc, qui ont pour meilleur palmarès les huitièmes de finale, tenteront de vivre.

L'Islande et le Panama découvrent la compétition

Si le Brésil est la seule sélection à participer à toutes les phases finales de la Coupe du monde, l'Islande et le Panama découvrent, quant à eux, cette prestigieuse compétition pour la première fois. C'est pour la première fois aussi qu'un système d'arbitrage vidéo sera utilisé. Il permettra de revoir les décisions dans les quatre cas : buts, penaltys, cartons rouges et erreurs d'identification dans l'attribution de cartons rouges ou jaunes.

Le rappel des groupes

Groupe A : Russie, Uruguay, Égypte, Arabie-saoudite
 Groupe B : Espagne, Iran, Portugal, Maroc
 Groupe C : France, Australie, Pérou, Danemark
 Groupe D : Argentine, Croatie, Nigeria, Islande
 Groupe E : Brésil, Suisse, Costa Rica, Serbie
 Groupe F : Allemagne, Suède, Corée du Sud, Mexique
 Groupe G : Belgique, Angleterre, Tunisie, Panama
 Groupe H : Colombie, Pologne, Sénégal, Japon

James Golden Eloué